



Cahiers de documentation syndicale

Section académique de LIMOGES

N° 275 - SEPTEMBRE 2008


Mensuel

Directeur de publication
Janine VAUX

Prix : 0,50 €

**Publié et imprimé par la
section académique du
SNES :**

*40, avenue Saint-Surin
87000 LIMOGES*

 : 05-55-79-61-24

 : s3lim@snes.edu

ISSN : 0759.9951

CPPAP : 0408 S 07785

Pour une politique éducative ambitieuse

- ◆ **Un autre budget 2009**
- ◆ **Des conditions de travail et d'études améliorées**
- ◆ **Le respect des missions du service public d'éducation**
- ◆ **La revalorisation de nos métiers**
- ◆ **L'ouverture d'un vrai débat sur les évolutions indispensables pour la réussite de tous**

Pour l'école, nos métiers, nos salaires

P. 1 : Edito

P. 2 : Grève du 7 octobre

P. 3 : Une rentrée formidable !
L'accompagnement éducatif

P. 4 : Salaires
Vers un lycée modulaire
Recrutements

EN GREVE LE 7 OCTOBRE

Salaires/Emplois/Services publics

MANIFESTATIONS DÉPARTEMENTALES LE 7 OCTOBRE

Consulter le site académique (www.limoges.snes.edu) pour les lieux et les horaires

MANIFESTATION NATIONALE À PARIS LE 19 OCTOBRE

En grève le 7 octobre

La rentrée aura été marquée au plan économique et social par l'approfondissement de la crise financière, une croissance en berne, une inflation autour de 3,6% avec des pertes de pouvoir d'achat généralisées, des organismes financiers en difficultés, une production industrielle ralentie et des chiffres du chômage, notamment chez les jeunes, qui repartent à la hausse depuis deux mois.

Il n'y a guère que M^{me} LAGARDE et M^r UBU pour ne pas voir dans ce contexte de récession la perspective de baisse durable des ressources de l'Etat, ou encore se féliciter du recours croissant aux heures supplémentaires alors qu'un constat s'impose : la loi TEPA est un échec. Elle n'a que de très faibles retombées sur la croissance, mais en revanche elle contribue à la disparition d'emplois et à l'accroissement des inégalités. Et ce sont les dépenses publiques et la sécurité sociale qui devraient continuer à être sacrifiées sur l'autel des privilèges.

Du côté de l'Ecole, ce bulletin revient sur les dégradations observées à cette rentrée. La politique éducative du gouvernement se poursuit, en dépit des inquiétudes et protestations qu'elle suscite dans l'ensemble de la communauté éducative. Après le « coup » du samedi matin, habilement mis en avant pour cacher les régressions et les retours en arrière dans le premier degré, les annonces se succèdent pour le second degré. Elles sont toutes guidées par la même volonté de réduire les heures de formation, d'externaliser certaines missions, voire certains enseignements, en collège comme en lycée. Derrière la formule de Xavier Darcos, « école nouvelle génération », se cache le choix politique de « moins d'école », de l'école de la concurrence, des inégalités, de la liberté des mieux lotis.

Il n'y a donc que des raisons de se montrer combatif, et faire en sorte que ces raisons de se battre se traduisent par des mobilisations d'ampleur suffisante pour faire bouger les lignes ou les choix. Alors ?

Le 7 Octobre est une journée mondiale de lutte pour le travail décent à l'appel de la CSI (Confédération Syndicale Internationale). « Affirmer l'exigence d'emplois de qualité pour toutes et tous, de salaires revalo-

risés, d'amélioration des conditions et de la qualité du travail respectant la santé et la dignité des personnes ». Quel salarié, quelle organisation syndicale de notre pays pourraient rester à l'écart de telles exigences ?

Le 7 Octobre, c'est aussi la date de dépôt constitutionnel du projet de loi de finances 2009 de notre pays. Le cap de la sinistre RGPP est maintenu. Le gouvernement présentera une programmation triennale du Budget, avec pour 2009 la suppression de 30267 fonctionnaires succédant aux 22900 de l'année 2008 ; l'éducation restant une cible prioritaire : 13500 suppressions prévues à la rentrée 2009 succédant aux 11200 de cette rentrée.

Quel fonctionnaire, quelle organisation syndicale des personnels des fonctions publiques pourraient ne pas tout mettre en œuvre pour faire prévaloir d'autres choix ? D'autant que leur lien avec la question du travail est immédiat. Qui ne sait en effet que les choix budgétaires gouvernementaux n'engendreront que nouvelles régressions des salaires, aggravation des conditions de travail, précarité accrue, flexibilité, modification des missions, reculs statutaires, recul des droits et garanties, démantèlement ou affaiblissement des services publics ?

En appelant l'ensemble des personnels du second degré à la grève le mardi 7 octobre, en appelant à l'unité syndicale la plus large dans l'action ce jour là, le SNES (FSU) ne fait qu'exercer pleinement ce qui relève de sa responsabilité syndicale. Notre travail, nos métiers sont frappés de plein fouet par la perte de pouvoir d'achat, par la dévalorisation, la dégradation incessante des conditions

d'exercice de nos fonctions. Peut-on sur ces questions « faire le dos rond », attendre, sachant que le 7 octobre ouvre une période d'échéances cruciales pour notre avenir professionnel, comme pour celui de nos enseignements : formation, recrutement, carrières, nouveau collège, nouveau lycée, 13 500 suppressions de postes dans l'Education...

On ne peut pas laisser faire. C'est le sens de l'appel à la grève et à manifester dans les départements le 7 octobre avant la manifestation nationale du 19 octobre à Paris.

Une rentrée formidable !

Notre métier est plein d'ambition.

Notre ambition ? Amener le plus grand nombre de jeunes sur la voie de la réussite. Nous sommes comblés ! Jamais nos classes n'ont été aussi chargées, le potentiel de réussite est arithmétiquement accru. Nos chances de réussite sont donc excellentes.

Notre ambition ? Faire découvrir le monde à nos élèves. Nos collègues en complément de service, les TZR sur trois établissements (Dun, Bonnat, Bénévent), les contractuels sur quatre établissements (Dun, Bonnat, Chambon, Aubusson) sont aux anges ! Ils découvrent le monde par la route, beaucoup de route, sans percevoir un sou. Quelle belle expérience à partager dans leurs classes !

Notre métier est toutefois bien difficile.

Nos difficultés ? Travailler en équipe c'est parfois compliqué. Les établissements sont grands, les collègues bien trop nombreux, on a du mal à tous les connaître, ce n'est vraiment pas facile. Heureusement avec 60 000 postes supprimés depuis 2003 (450 dans l'académie) et 80 000 suppressions de plus prévues d'ici à 2012 (combien encore dans l'académie ?), ça va s'arranger. Les équipes se réduisent, on va enfin se connaître ! Et puis comme Darcos veut nous faire passer plus de temps dans les établissements...

Nos difficultés ? La multiplication des niveaux de classe ; davantage de cours à préparer, de copies à corriger, moins de

temps de conception, de formation. Non, ce n'est pas facile. Heureusement avec les regroupements de classes (option math ES et S...) ou de niveau (espagnol 4ème et 3ème...), finie l'angoisse...

Une rentrée sans soucis.

Grâce aux stagiaires affectés sur huit heures en établissement, sans tuteur sur place. Mais en 2010 suppression de la formation des maîtres, alors...

Grâce aux TZR affectés sur plusieurs établissements (20% d'entre eux au moins). Grâce aux TZR affectés hors zone pour des suppléances.

Grâce aux suppressions de dédoublement en langues. (Ou comment créer l'échec et proposer d'y répondre par de pseudo stages de réussite pendant les vacances).

Mais qui peut croire que ceci est mis en place dans l'intérêt des élèves ?

Nos conditions de travail n'ont jamais été aussi mauvaises. Les conditions d'étude des jeunes n'ont jamais été aussi médiocres, porteuses d'inégalités. Les politiques publiques engagées (RGPP : non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, démolition des statuts, mobilité imposée), la politique éducative destructrice menée (réforme des lycées, socle commun, accompagnement éducatif) promettent de les dégrader encore davantage. Il n'est pas temps de faire le dos rond, les mauvais coups pleuvent et nous toucheront toutes et tous, usagers ou personnels.

L'accompagnement éducatif

« L'accompagnement éducatif est proposé aux élèves volontaires de toutes les classes. D'une durée indicative de deux heures, (il) est proposé 4 jours par semaine tout au long de l'année, de préférence en fin de journée après la classe (...) ».

Cet extrait de la *circulaire n°25, parue au BO du 19/06/08*, ainsi que des déclarations du ministre Darcos, confirment la volonté de généraliser cette mesure, notamment à tous les collèges de France avec une mise en place effective pour le 1er octobre.

Le Ministre peut ainsi afficher auprès de l'opinion publique qu'il veut répondre à un besoin réel d'aide aux devoirs et de soutien scolaire aux élèves les plus en difficultés.

Ce n'est pourtant pas si simple si l'on y regarde de près.

Que fait le Ministre ?

- ♦ Il fait le choix de **renvoyer cette aide en dehors du temps scolaire**. Cela lui permet de **varier la nature des intervenants** sans se soucier par ailleurs de leur qualification.. Ainsi, tout en ciblant particulièrement les assistants pédagogiques, la dernière circulaire allonge la liste en incluant des étudiants, des parents d'élèves, des retraités ou de simples bénévoles, ce qui permettrait au passage de **limiter le coût financier** (la hauteur des crédits ouverts pour le financement n'est pas connue).
- ♦ Alors qu'aucun bilan n'a été tiré de la phase expérimentale dans les collèges « ambition réussite » et d'autres aussi concernés, le Ministre veut **élargir le champ de l'accompagnement éducatif** : après l'aide aux devoirs, la pratique sportive, artistique et culturelle, il rajoute des

ateliers scientifiques, l'accès aux TICE, une « pratique des langues vivantes », découverte des métiers, etc. Il ouvre ainsi la voie à l'**externalisation de l'enseignement de certaines disciplines**, source d'économies substantielles.

Que propose le SNES ?

- ♦ **Si le SNES n'est pas opposé à un renforcement de l'aide aux devoirs**, activité complémentaire importante, qui peut parfois être faite en dehors du temps scolaire, dans le cadre d' « un accompagnement à la scolarité », il estime que **la prise en charge des difficultés scolaires ressort d'abord de l'activité en classe et doit être assurée par des enseignants** en capacité de varier les approches pédagogiques et les situations d'apprentissage. Il propose ainsi l'extension des heures d'ATP- actuellement deux heures hebdomadaires en 6^{ème}- à tous les niveaux du collège avec des modalités pouvant évoluer suivant les établissements.
- ♦ Dans tous les cas, **l'accompagnement éducatif ne peut servir d'alibi à un transfert des missions des personnels et à une réduction des heures de cours, voire à la suppression à moyen terme de certaines disciplines dans le tronc commun** au nom d'une soi-disant meilleure prise en charge d'un petit groupe d'élèves en dehors du temps scolaire.

On le voit sur cette question il importe d'être particulièrement vigilants sur les enjeux des logiques en cours.

SALAIRES : Arrêter la descente aux enfers

Le salaire d'embauche d'un certifié à cette rentrée s'est encore davantage rapproché du Smic. La faute à l'inflation. La faute surtout à la volonté politique de ne pas relever la valeur du point d'indice de plus en plus décrochée de la flambée des prix. La prime d'installation de 1500 euros pour les neo-titulaires, que les actions du Snes ont permis d'arracher, est donc une bonne nouvelle.

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Les premiers salaires restent dans les eaux des « bas salaires » (ceux qui, selon les économistes sont inférieurs à 1,4 SMIC). Quant aux autres, ils sont escamotés. Les gains de pouvoir d'achat censés être apportés par les déroulements de carrière (avancements d'échelon ou de grade), sont laminés en raison de la dégringolade continue de la valeur du point d'indice par rapport aux prix. Les pertes cumulées sont immenses.

L'année 2008 marquera des records : 0,8 % d'augmentation des salaires concédée pour une inflation annuelle autour de 3,6%. L'ampleur de l'écart est tel que les changements d'échelon ne suffiront pas à maintenir le pouvoir d'achat ! Et dire que pour 2009, on nous promet la même chose !

Il est temps, grand temps de renvoyer au placard les tenants du « mérite », ou du « travailler plus pour gagner plus ». La dévalorisation de nos métiers est patente. Leur revalorisation salariale est une urgence, un axe fort des revendications du SNES (FSU). Nous devons être forts pour la gagner. Montrons-le, le 7 octobre.

Vers un lycée modulaire « sans voie et sans série »

Alors que le SNES était prêt à un débat constructif avec le Ministère sur le devenir du lycée, fort de propositions ambitieuses : relance de la démocratisation, développement de la voie technologique et de sa spécificité, refus de la hiérarchisation des séries, amélioration des conditions de travail et de rémunération des personnels, refus de l'annualisation des services..., Xavier Darcos impose à la discussion deux contraintes lourdes :

- ◆ Une contrainte budgétaire très forte puisque le gouvernement s'entête dans sa logique de diminution drastique du nombre de fonctionnaires – 4500 nouvelles suppressions dans le second degré à la prochaine rentrée.
- ◆ Une contrainte de calendrier puisque le Ministre prétend arrêter dès le mois de décembre une décision définitive concernant la nouvelle seconde qui devrait être mise en place dès la rentrée 2009 !

Autant dire que d'ores et déjà, ce qui filtre – au travers de la presse – des maquettes pédagogiques envisagées pose des problèmes considérables :

- ◆ Réduction des volumes horaires pour les élèves de seconde équivalente à 3 heures hebdomadaires
- ◆ Abandon des séries au profit de parcours à dominante plus « polyvalents » (4 dominantes prévues : humanités et arts, sciences, sciences de la société, technologie)
- ◆ Absence de référence à la spécificité de la voie technologique mais développement des bacs professionnels en 3 ans dans le cadre d'une rénovation de la voie professionnelle « du CAP au BTS »
- ◆ Organisation modulaire de nombreux enseignements
- ◆ Découpage semestriel qui pourrait avoir des conséquences sur le service des enseignants.

Autant dire que la profession a tout intérêt à s'emparer de cette question, à s'imposer dans le débat et à réagir rapidement !

Recrutements et formation des maitres : des signaux inquiétants

Nos métiers n'attirent plus les étudiants : les premières données concernant les inscrits à l'IUFM du Limousin pour préparer les concours de recrutement (CAPES, CPE) sont édifiantes. Une baisse moyenne de – 36 % avec par exemple – 45 % en histoire-géographie, – 39 % en lettres modernes, – 35 % en mathématiques.

Plusieurs facteurs contribuent à expliquer la baisse d'attractivité de nos métiers auprès des étudiants. L'image de notre profession est devenue largement négative, salaires de début de carrière se rapprochant de plus en plus du Smic, conditions d'emploi et mobilité difficiles, suppressions de postes massives...S'y ajoute bien sûr l'effondrement du nombre de postes aux concours dont tout laisse penser qu'il va se poursuivre si nous ne nous battons pas.

Les annonces récentes concernant la mastérisation de la formation des enseignants contribuent elles aussi à noircir le tableau pour les étudiants.

Porter le niveau de recrutement des enseignants au master c'est pourtant reconnaître que nos métiers nécessitent une qualification élevée dans un contexte d'élévation générale des qualifications, c'est aussi l'opportunité de s'inscrire dans la perspective d'une revalorisation de nos métiers.

Ce n'est pourtant pas si simple.

D'abord parce que Darcos envisage, au prétexte d'une élévation du niveau de recrutement, de faire disparaître l'année de stage avec un service allégé et la formation initiale en IUFM.

Ensuite parce qu'il n'y a pas de véritable engagement sur des pré-recrutements alors même que l'allongement du cursus aggravera les difficultés que connaissent de nombreux jeunes pour financer leurs études.

Par ailleurs des interrogations demeurent sur les contenus des concours de recrutement qui doivent être rénovés et sur leur articulation avec les masters.

Autant de sujets dont l'ensemble de la profession doit s'emparer pour faire entendre d'autres choix.